

CAMPUS



« Dans la crise de 2008, on ne peut passer sous silence le rôle de l'enseignement de la finance »

Professeur à Skema Business School, Michel-Henry Bouchet explique comment les écoles de commerce ont, plus ou moins, revu leurs enseignements ces dix dernières années.

Par Béatrice Madeline · Publié aujourd'hui à 09h56, mis à jour à 09h56



Michel-Henry Bouchet, professeur de finance à Skema Business School. Skema Business School

Dix ans après le début de la crise des subprimes, dans quelle mesure l'enseignement de la finance a-t-il évolué ? Entretien avec Michel-Henry Bouchet, professeur de finance à Skema Business School, et auteur de *Managing Country Risk in an Age of Globalization* (éditions Palgrave-MacMillan, avec Charles A. Fiskhin et Amaury Goguel, 2018).

La crise de 2008 a-t-elle suscité une réflexion sur la manière d'enseigner la finance ?

Il y a eu, progressivement depuis 2010, une réflexion dans les écoles de commerce sur les fondements et les leçons de la crise. Outre les causes bien connues (spéculation, titrisation, dérégulation...), on ne peut pas passer sous silence la responsabilité de l'enseignement de la finance. Notre responsabilité, à nous professeurs, grandes écoles ou universités, n'est pas seulement d'enseigner des connaissances, mais d'éduquer nos étudiants. Il ne suffit pas de former des « quants », ces matheux professionnels rompus aux techniques quantitatives et à la modélisation de produits financiers, mais aussi des citoyens responsables. D'abord, élargir la base de leurs connaissances, en l'ouvrant sur l'histoire et l'enchaînement des crises, le risque-pays et les questions de gouvernance, les ruptures et les risques extrêmes. Mais aussi les enjeux de la globalisation des marchés, l'éthique et la régulation, ou encore la « finance comportementale ». En plus de ce socle académique élargi, il faut donner à la finance un horizon temporel, social et éthique, en incorporant la responsabilité d'un jugement moral, c'est-à-dire en mettant des bornes, des limites au comportement financier visant la seule maximisation du gain à court terme.

Ce n'est pas déjà le cas partout ?

Certaines écoles ont intégré à leur programme en finance un séminaire d'éthique, ou des cours sur la régulation, qui a beaucoup évolué depuis 2010-2012. Mais il existe des établissements qui choisissent encore de se focaliser sur l'analyse quantitative et n'ont pas souhaité intégrer ces dimensions nouvelles.

Comment expliquer cela ?

En grande partie par la concurrence entre les établissements, notamment créée par les classements. Le système de notation donne un poids crucial aux salaires des étudiants à la sortie. De ce fait, certaines écoles ou universités continuent à chercher et à former des professionnels qui pourront vite maximiser leur rémunération, plutôt que de former des professionnels soucieux de l'éthique et de la gouvernance citoyenne, et dont l'horizon est au-delà des salles de marché.

Où se situe la ligne de partage ?

Je dirais que la réflexion est plus avancée en Europe. Aux Etats-Unis, les masters en finance ne sont pas très poreux à ces nouvelles manières de penser l'enseignement. Le master en finance de l'université de Wharton, par exemple, est encore focalisé sur l'analyse quantitative, comme ceux de New York University. Les universités américaines se livrent une forte concurrence pour former les futurs traders de Wall Street, et le temps pour le faire est très court : neuf mois seulement entre le début du master, en septembre-octobre, et la fin du cursus en avril-mai. Elles vont donc à ce qui leur semble être l'essentiel, et la marge est mince pour élargir les programmes. C'est un choix.

Les Européens ont-ils mieux tiré les leçons de la crise ?

La régulation est aujourd'hui plus stricte en Europe qu'aux Etats-Unis et elle est coordonnée par l'Autorité bancaire européenne, à Londres. Les cours de régulation financière (compliance) sont donc importants. Un grand nombre de banques européennes, en France, en Espagne, en Allemagne, et très récemment même au Danemark, ont été épinglées par le régulateur pour des affaires de blanchiment. De grandes ONG qui luttent contre l'opacité, la corruption ou les pratiques douteuses, comme Transparency International ou Anticor, sont européennes.

Et les étudiants, de leur côté, ont-ils changé depuis 2008 ?

Oui, il me semble que les étudiants changent peu à peu. Avant la crise financière, ils voulaient sauter à pieds joints dans le marché et gagner de l'argent très rapidement. Aujourd'hui, ils souhaitent toujours rejoindre les salles de marché, mais ils regardent vers les organismes publics comme vers les banques d'investissement, et ils se rendent compte qu'une formation élargie leur donne une meilleure résistance aux crises, une compréhension globale des marchés, et une meilleure mobilité.

Observe-t-on cette évolution dans leur carrière à la sortie de l'école ?

Il reste un intérêt dominant, peut-être même une certaine fascination, pour les salles de marché. Certains diplômés après quelques années d'expérience professionnelle envisagent de créer leur fonds. C'est une expérience que j'ai partagée avec un ancien étudiant en Norvège. D'autres s'intéresseront aux green bonds (obligations environnementales), aux fonds alternatifs, aux banques centrales ou aux banques de développement. Autre évolution notable : des étudiants de plus en plus nombreux s'intéressent à la gestion des risques-pays et à la volatilité des marchés émergents, qui est souvent liée à la gouvernance et à la fuite des capitaux.